

COMMUNIQUÉ DE PRESSE POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Budget 2015 de l'administration Tremblay

CHRISTINE BOIVIN DÉNONCE LES CONSÉQUENCES SUR LAC-KÉNOGAMI

SAGUENAY, le 18 décembre 2014 – La conseillère de Lac-Kénogami Christine Boivin estime que son district est l'un des grands perdants du budget 2015 présenté mardi par l'administration Tremblay. Elle croit que la grogne ne fait que commencer, alors que l'augmentation des taxes atteint 6% et que plusieurs services municipaux ont été coupés à Lac-Kénogami en 2014.

«Tout ceci est le résultat du manque de vision de Jean Tremblay pour Saguenay. Il n'a pas déterminé quels sont les enjeux de Lac-Kénogami et il n'a surtout consulté personne ici pour connaître les besoins de la population. Actuellement, on dit au citoyen : paye et tais-toi», résume Christine Boivin.

La conseillère municipale de l'ERD croit que le compte de taxes que recevront les citoyens de Lac-Kénogami augmentera leur mécontentement. «Depuis la fusion, leur compte de taxe n'a pas cessé d'augmenter, mais les services ne cessent de diminuer. Cette année seulement, le point de service de la Ville et la bibliothèque ont été fermés. Afin que les enfants de Lac-Kénogami continuent d'avoir accès au service d'autobus pour se rendre au camp de jour, j'ai assumé le coût du service via mon budget discrétionnaire», rappelle la conseillère municipale.

Elle explique que de l'administration Tremblay devra revoir l'entretien de chemins appartenant à la Ville qui se révèle insuffisant, et rappelle que la détérioration du chemin des Pionniers a été causé par un manque d'entretien sur plusieurs années. Elle rappelle également que les citoyens de Lac-Kénogami ne reçoivent pas les services d'eau et d'égout de la Ville.

Christine Boivin souhaite que l'administration Tremblay se penche sur les services à fournir aux citoyens du Lac-Kénogami. «Les citoyens de mon district ont subi des augmentations de taxes importantes au cours des dernières années. Dans leur cas, l'harmonisation de taxes a créé de l'injustice. La Ville ne leur fournit pas le service d'eau et d'égouts. Ils ont le droit d'avoir une juste part des services de la Ville», demande Christine Boivin.

-30-

Renseignements :
Catherine Bergeron
Responsable des communications
Cabinet de l'opposition officielle
Bureau : 418-698-3981 poste 1
Cell : 418-290-0643